LUTTE ANTITERRORISTE EN TUNISIE

Caïd Essebsi appelle à une «unité nationale solide»

Dans un climat d'insécurité et alors que les Tunisiens étaient déjà chez eux (couvre-feu oblige), le président de la République, Béji Caïd Essebsi, est apparu, dimanche soir à la télévision, pour appeler le peuple à l'union sacrée pour «combattre le terrorisme et les ennemis de la démocratie».

De Tunis, Kattou Mohamed

C'était la deuxième allocution du chef de l'Etat depuis l'attentat de mardi dernier qui a coûté la vie à 12 agents de la garde présidentielle. C'était un symbole. Les terroristes entendaient, ainsi, s'attaquer à la tête de l'Etat.

Béji Caïd Essebsi a saisi l'occasion pour appeler les centrales syndicales des travailleurs et du patronat à l'entente sur les augmentations des salaires dans le secteur privé. Une telle entente, selon le président de la République, est de nature à offrir le «climat social serein et souhaité pour permettre au peuple de vaquer à la lutte contre le terrorisme».

Aussi, faut-il «passer par la paix sociale pour combattre le terrorisme», a encore dit Caïd Essebsi. Dans ce contexte, le ministère de l'Intérieur agit avec force. De nombreuses arrestations de suspects ont été opérées ces derniers jours et plus de cent individus sont assignés à résidence.

Depuis l'attentat de mardi dernier, la Tunisie vit sous le régime de l'état d'urgence pour un mois alors qu'un couvre-feu oblige les habitants du Grand-Tunis à sacrifier les veillées nocturnes pour s'approcher au maximum de leurs familles.

Le couvre-feu est imposé de 21h à 5h. Contrairement aux fois précédentes, ce couvre-feu est respecté avec vigueur, selon les propres termes du chef du gouvernement, M. Habib Essid. Dans son allocution de dimanche soir, le président de la République ne s'est pas empêché de revenir à ses premières amours. Un clin d'œil vers Nidaa Tounès, le parti dont il a été fondateur et qui vit depuis quelques mois une crise qui oppose Hafedh Caïd Essebsi, le propre fils du président de la République, en tant que vice-président du parti et le secrétaire général, Mohsen Marzouk.

Le clivage qui les sépare a placé le parti sur la pente et sur la voie de l'implosion. Sentant le danger, le chef de l'Etat a pris la décision d'intervenir, non pas pour imposer une solution, mais pour proposer une initiative qui pourrait sauver cette formation politique. D'autant plus, a-t-il dit, que cette crise porte atteinte à l'image de la Tunisie à l'étranger».

L'initiative consiste en la constitution d'une commission de 13 membres qui sera appelée à proposer des solutions pratiques avec obligation de leur respect pour les deux parties en conflit. Les récalcitrants, a-t-il martelé, «sont contre le bien de la Tunisie et ses intérêts».

K. M.

Photo : DR

Beji Caïd Essebsi, président tunisien.

LES PAYS VOISINS S'Y RÉUNIRONT AUJOURD'HUI

La crise libyenne en débat à Alger

La situation en Libye et dans la région sera à l'ordre du jour de la 7e réunion ministérielle ordinaire des pays voisins de la Libye dont les travaux s'ouvriront aujourd'hui à Alger.

Cette 7e réunion du genre, qui intervient dans le prolongement de celle tenue à N'Djamena (Tchad) en juin dernier, permettra, selon le ministre des Affaires maghrébines, de l'Union africaine et de la Ligue des Etats arabes, Abdelkader Messahel, aux pays voisins et aux représentants des organisations régionales et internationales de s'informer mutuellement de la situation en Libye et dans la région et de procéder à l'analyse des derniers développements.

Elle se tient également au lendemain de la signature par le parlement libyen reconnu internationalement de la déclaration de soutien à un gouvernement d'union nationale, saluée par l'ONU ainsi que par plusieurs pays dont l'Algérie, y voyant la «seule voie à même de rétablir la stabilité et de préserver l'unité de la Libye». La réunion verra la participation de l'ensemble des pays voisins de la Libye (Algérie, Égypte, Soudan, Niger, Tchad et Tunisie), en plus de l'Union africaine, de la Ligue arabe et de l'Union européenne.

La Libye sera aussi représentée à cette réunion, à laquelle assistera également le nouveau représentant spécial du secrétaire général des Nations-Unies pour la Libye, Martin Kobler, qui a succédé à l'espagnol Bernardino Leon.

M. Leon avait au terme de près d'une année de négociations, parvenu début octobre à arracher un accord sur un gouvernement d'union nationale, mais le document a été par la suite rejeté par les deux parlements, qui se disputent le pouvoir en Libye. Le réunion sera également «une opportunité pour l'Algérie de réitérer son appui au processus en cours sous l'égide des Nations unies, pour accélérer la mise en place d'un gouvernement d'union nationale, capable de mener à bien la période transitoire et de relever les multiples défis auxquels fait face le pays, notamment le terrorisme», a souligné M. Messahel. Lors d'un entretien, lundi dernier, avec M. Fayez El-Sarraj, candidat au poste de chef du gouvernement d'union nationale de la Libye, M. Messahel avait réaffirmé le soutien de l'Algérie aux efforts visant à trouver une solution politique à la crise libyenne et au nouveau représentant onusien, Martin Kobler, chef de la mission de l'ONU d'appui en Libye (Manul). M. Messahel a réitéré par la même occasion «son appel à toutes les parties et acteurs en Libye à répondre positivement et en toute responsabilité aux propositions soumises», rappelant que la situation interne et régionale exige une action urgente.

Par ailleurs, la présidente de la Commission de l'UA, Nkosazana Dlamini-Zuma, a réitéré récemment la «profonde inquiétude» de l'UA sur la situation en Libye, soulignant l'importance de prendre les mesures nécessaires pour que «l'UA joue son rôle légitime, en coordination avec les pays voisins de la Libye et de l'ONU, dans les efforts pour rétablir la paix dans le pays». Lors d'un entretien avec Mme Dlamini-Zuma, jeudi au siège de l'UA à Addis Abeba, l'envoyé spécial du Premier ministre libyen, Mohamed Bait Almal, a indiqué que «le terrorisme est une menace non seulement pour la Libye mais aussi pour la région et le reste du continent africain». «Le gouvernement libyen souhaite voir un rôle plus actif de l'UA dans le règlement de la crise libyenne», a-t-il souligné. Dans le même sillage, la chef de la diplomatie européenne, Federica Mogherini, à noté à ce propos que l'UE se tient prête à aider le nouveau gouvernement d'union nationale libyen et à lui fournir un soutien financier substantiel de 100 millions d'euros en cas d'accord. En proie au chaos depuis la chute du régime de Maâmmar El-Gueddafi en 2011, la Libye est livrée aux milices et compte deux pouvoirs rivaux, avec un Parlement basé dans la capitale Tripoli aux mains d'une coalition de milices, Fajr Libya, et un autre à Tobrouk (est), reconnu par la communauté internationale.

OIAC

La Syrie dément avoir fait usage d'armes chimiques depuis le début du conflit

La Syrie a «catégoriquement» démenti hier avoir fait usage d'armes chimiques, dont du gaz de chlore, depuis le début du conflit en 2011, assurant devant l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) coopérer pleinement avec les efforts de destruction des stocks. «Nous souhaitons ici affirmer catégoriquement que nous n'avons jamais fait usage de chlore ni d'autres matières chimiques toxiques au cours (...) de quelque opération que ce soit en Syrie depuis le début de la crise jusqu'à ce jour», a assuré le numéro deux de la diplomatie syrienne, Fayçal Mekdad, devant l'OIAC réunie à La Haye pour sa session annuelle.

L'OIAC s'était dite la semaine dernière «gravement inquiète» de l'utilisation continue d'armes chimiques en Syrie et avait demandé que les responsables soient traduits en justice. L'OIAC avait confirmé le 6 novembre que du gaz moutarde avait été utilisé en août et du gaz de chlore en mars, sans pour autant désigner de coupables.

Ces propos ont été tenus alors qu'un représentant de l'UE, Jacek Bylica, a assuré aux représentants des 192 Etats parties qu'il existe «de nombreuses incertitudes au sujet de la destruction du programme syrien d'armes chimiques, notamment les manques et les contradictions dans les déclarations» de Damas. «Ces incertitudes créent des doutes quant au respect de la Syrie de ses obligations aux termes de la convention», a-t-il ajouté. Ces doutes rendent «impossible de croire que le programme a été détruit de manière irréversible».

EN MARGE DU SOMMET DE LA COP21

Poutine refuse de rencontrer Erdogan à Paris

Vladimir Poutine a refusé de rencontrer hier à Paris Recep Tayyip Erdogan malgré l'insistance du Président turc, dont le pays va subir les sanctions économiques de Moscou après avoir abattu un bombardier russe à sa frontière avec la Syrie.

Près d'une semaine après l'intervention au-dessus de la frontière turco-syrienne de deux avions de chasse turcs F-16 pour descendre en flammes un bombardier Soukhoï-24 de retour de mission, la grave crise diplomatique entre la Russie et la Turquie ne connaît aucun signe de détente.

Ankara refuse de s'excuser et maintient avoir agi légitimement pour protéger son espace aérien. Alors que le corps du lieutenant-colonel Oleg Pechkov — pilote mitraillé par des rebelles syriens alors qu'il retombait en parachute — a quitté dans la matinée d'hier la Turquie pour être rapatrié, la fièvre anti-turque continue en Russie et les médias d'Etat tirent à boulets rouges sur la Turquie, hier encore partenaire privilégié.

Parallèlement, les autorités russes peaufinent l'ensemble des sanctions économiques décrétées contre la Turquie, dont l'ampleur devrait être limitée mais l'impact réel. Hier matin, le Kremlin a catégoriquement exclu toute rencontre entre Vladimir Poutine et son homologue turc qui se trouvent tous deux au Bourget, près de Paris, pour participer au sommet sur le climat.

Moscou continue de bouder Ankara malgré les appels insistants du Président turc à rencontrer le chef de l'Etat russe «en face à face». Furieuse, la Russie accuse depuis l'incident la Turquie d'avoir partie liée avec l'organisation terroriste Daesh et exige des excuses. «Aucun Premier ministre turc, aucun Président, aucune autorité ne s'excusera», a maintenu lundi le Premier ministre turc Ahmet Davutoglu après avoir rencontré à Bruxelles Jens Stoltenberg, le secrétaire général de l'Otan dont la Turquie est membre. «Aucun pays ne peut nous demander des excuses car nous n'avons fait que notre devoir», à savoir «protéger notre espace aérien et notre frontière», a-t-il plaidé.

Répétant que la Turquie n'avait «aucunement l'intention d'avoir une escalade» avec la Russie, M. Davutoglu a appelé Moscou à «reconsidérer» ses sanctions économiques, soulignant qu'elles étaient «contraires» aux intérêts de la Turquie comme de la Russie.

Le secrétaire général de l'Otan a une nouvelle fois appelé au «calme», mais a souligné que la défense de son espace aérien était «le droit souverain de la Turquie».